

## SITUATION EXPLOSIVE AUX ANTILLES

«L'outre-mer, un territoire spolié»,  
dit Taubira, députée guyanaise

**Nicolas Sarkozy et ses conseillers étaient sûrement loin de penser que les grèves et manifestations qui se sont succédé et amplifiées, gagnant toutes les Antilles, allaient prendre une telle ampleur et révéler un malaise aussi profond.**

De notre bureau de Paris,  
Khadidja Baba-Ahmed

En choisissant de ne même pas évoquer cette crise dans les territoires d'outre-mer lors de son intervention télévisée sur la crise économique, le président a mis de l'huile sur la feu et révélé l'absence totale de considération qu'il porte aux populations des anciennes colonies. Il n'en fallait pas plus pour que des revendications portant sur la cherté de la vie se radicalisent pour exiger «plus de justice sociale» et une répartition des richesses «plus égale»; en fait, l'exigence de «la fin de l'apartheid social», comme qualifie la députée de Guyane, Christiane Taubira, la situation dans ces territoires.

Intervenant très tardivement, soit à près d'un mois après le début de la grève générale à la Guadeloupe et 15 jours en Martinique, et après que le mouvement eut atteint la Réunion, le président, face à la détermination des manifestants, a décidé de mettre en place «un conseil interministériel pour faire des propositions «dans les prochains mois», comme si la gronde pouvait tranquillement se poursuivre sans dégâts.

Yves Gégé, le secrétaire d'Etat chargé de l'outre-mer a dû, sur instruction, quitter le terrain des opérations, laissant place à deux médiateurs, forme de traitement des crises qui semble depuis quelque temps en France prendre le pas sur tout le reste.

Aux revendications salariales d'augmentation de 200 euros pour une population qui a de tout temps souffert du prix de produits de première nécessité payés beaucoup plus cher qu'en métropole, l'Etat se défait sur le patronat, seul «habilité à augmenter les salaires». La gestion catastrophique de cette

crise a exacerbé la situation et fait remonter à la surface frustrations et attentes des 2 millions six cent mille habitants que forme la totalité de la population de l'outre-mer (Guadeloupe : 400 000 ; Martinique 400 000 ; la Guyane 220 000 et La Réunion 800 000).

Au-delà des problèmes de salaire, ces populations crient leur indignation contre un régime économique et social caractérisé par la détention des pouvoirs économiques par une poignée de possédants ; la gestion administrative des territoires par des fonctionnaires venus de la métropole et rémunérés 40 % de plus que les locaux et des politiques, certes élus par la population, mais dont le pouvoir d'intervention est quasi nul.

Comment peut-on alors parler comme le font souvent certains politiques dans l'Hexagone des «Antilles assistées et qui vivraient au crochet de Paris à travers l'aide sociale ou le RMI ?»

Des français de seconde zone, en somme, à qui on refuserait ce qui est admis pour les citoyens de «métropole». Il est d'ailleurs plus que sidérant d'apprendre, à l'occasion de cette crise, que les «Départements d'outre-mer seront les derniers à voir appliquer le revenu de solidarité active du gouvernement Sarkozy ; il en est de même de la hausse de l'allocation logement ! Christiane Taubira, députée de Guyane déclarait samedi dans le JDD : «L'outre-mer n'est pas une danseuse chère à entretenir mais un territoire oublié de la République ou plutôt un territoire spolié, miné par les pratiques frauduleuses, les positions de monopole et la concentration du pouvoir économique.» La députée guyanaise se refuse, cependant, à verser dans ce qui est devenu depuis



Christiane Taubira réclame une intervention de Sarkozy aux Antilles.

quelques jours et selon certains médias un problème racial. «N'en faites pas une question raciale ! C'est un problème social et historique. Il y a aux Antilles des disparités sociales cruelles et qui viennent directement, historiquement, de l'esclavage. Le pouvoir économique des békés (anciens propriétaires d'esclaves) est né de la traite, il a été installé quand l'Etat a indemnisé les propriétaires d'esclaves, au moment de l'émancipation.» La députée guyanaise, connue pour ses luttes contre le système colonial et les exigences de reconnaissance par la France de ses crimes (voir son combat contre la loi de février 2005 sur la colonisation), n'a proposé, cependant, comme solution à la crise aucun changement de statut aux Antilles mais demande à ce que «le président s'exprime pour dire aux Guadeloupéens et aux Martiniquais que la République a pris la mesure du

problème». Le porte-parole du LKP est, quant à lui, des plus directs. Dans *Le Figaro* de lundi et après avoir déclaré qu'aucune proposition sérieuse n'a été faite aux Antillais par le pouvoir, il répond au journaliste à propos de visées indépendantistes de son mouvement : «Le LKP est pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et moi aussi (...) Ce droit vous l'exercez sans y penser, en acceptant la présence de minorités sur votre sol et en leur demandant de respecter vos prérogatives naturelles de peuple majoritaire. Alors que nous, les Noirs, majoritaires sur cette île, nous y vivons exactement comme au temps de l'esclavage avec la même organisation sociale, la même domination culturelle et économique.»

A l'heure où nous mettons sous presse le renfort de policiers aux Antilles est intervenu dans les manifestations qui se poursuivaient encore ce lundi.

K. B.-A.

LES EUROPARLEMENTAIRES SE CONVOQUENT  
EN CONCLAVE EXTRAORDINAIRE

## L'improbable new deal européen

**Un jour ou l'autre, le plus tôt serait le mieux pour tous, les gouvernants de l'Union européenne devront dire la vérité aux citoyens. La vérité est celle-ci : ça va mal, très mal dans les 27 pays de l'UE.**

De notre bureau de Bruxelles  
Aziouz Mokhtari

Au début, raisons d'Etat obligent, l'on a parlé de plongeurs boursiers, puis de conséquences de la crise des subprimes aux USA, ensuite de crise, puis de crise structurelle. Depuis une semaine, le discours a évolué et l'on n'hésite plus à évoquer la récession.

Le Royaume-Uni, tout d'abord, suivi de l'Allemagne et la France — les 3 puissances européennes, tout de même — a lancé l'es-

tocade en annonçant des mesures drastiques, impopulaires et à «prendre ou à laisser». S'il est vrai que le tatcherisme a laminé, en les réduisant à une peau de chagrin, les acquis sociaux au bord de la Tamise, Allemands et Français ne peuvent pas aller sans casse dans les pays de Londres et de la «City». Nicolas Sarkozy a bien tenté le coup, mais en vain.

De fortes mobilisations sociales et des tensions pré-révolutionnaires aux Antilles l'en ont dissuadé, pour le moment. La rencontre d'hier au Parlement européen à Bruxelles s'inscrit dans le cadre de ce désarroi général. Initiée par les eurodéputés en coordination avec la présidence tchèque tournante de l'Union, elle se devait de plancher sur «un nouveau deal, est-il possible pour relancer l'économie en Europe ?» Titre générique empruntant plus à la thématique

scientifique, économiste qu'à la politique, cette appellation en dit long sur le malaise actuel dans le Vieux-Continent.

En vérité, tout indique que les europarlementaires toutes chambres des 27 réunies, sont en conclave à Bruxelles pour baliser le terrain aux chefs d'Etat et de gouvernement.

Ces derniers, qui se retrouveront à la fin de ce mois dans la capitale belgo-européenne en réunion exceptionnelle, tenteront, à défaut d'endiguer la récession, tout au moins décideront de plans d'urgence sociaux. Sera-ce possible ? Tout indique cependant que non, vu l'ampleur de la crise et le peu d'allant des décideurs de l'Union de marcher ensemble. Le protectionnisme et le chacun pour soi ayant pris, depuis quelques semaines, le dessus sur la construction européenne...

A. M.

## PROCHE-ORIENT

Abbas refuse un retour  
à «la case départ»  
dans les négociations  
avec Israël

Le président palestinien, Mahmoud Abbas, a refusé hier un retour à la «case départ» dans les négociations de paix quand sera formé le gouvernement israélien issu des législatives du 10 février.

«Il est exclu qu'on retourne à la case départ», a déclaré M. Abbas à la presse à Ramallah en Cisjordanie après un entretien avec le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov.

«Tout futur dialogue entre nous et Israël doit être précédé par un arrêt total de la colonisation, la levée des barrages et le retour des forces israéliennes à leur position d'avant le 28 septembre 2000», date du début de l'intifada, a-t-il ajouté. «Si la colonisation ne s'arrête pas, toute négociation sera futile et inutile», a encore dit M. Abbas.

Il a affirmé qu'il jugera le prochain gouvernement israélien «en fonction de son programme et à quel point il est conforme à la légitimité internationale et à la vision des deux Etats», Israël et la Palestine. Grâce au soutien du camp de la droite sorti renforcé des élections législatives, le chef du Likoud, Benjamin Netanyahu, est pratiquement assuré de diriger le prochain gouvernement.

M. Netanyahu est opposé à la création d'un Etat palestinien disposant d'une réelle souveraineté, thème au cœur des négociations israélo-palestiniennes.

M. Abbas a, en outre, évoqué avec M. Lavrov la conférence sur le Proche-Orient que Moscou doit accueillir dans les prochains mois. «Nous sommes convenus de l'importance de la tenue de cette conférence au premier semestre de cette année. Nous comptons beaucoup sur cette conférence que nous voyons comme une étape importante vers la paix», a-t-il dit.

M. Lavrov a annoncé avoir remis à M. Abbas une lettre du président Dmitri Medvedev sur la «crise» née de la récente offensive israélienne meurtrière qui a dévasté la bande de Ghaza et les moyens de reprendre le processus de paix. «Nous allons poursuivre nos efforts en vue d'une reprise du processus de paix et cela nécessite le respect par les deux parties des obligations de la Feuille de route, à savoir l'arrêt de la violence et de la colonisation», a dit M. Lavrov en référence à un plan de paix international resté lettre morte.

Il a annoncé que la Russie participerait à la conférence de donateurs pour la reconstruction de Ghaza le 2 mars au Caire. «Nous allons continuer à aider Ghaza et l'Autorité palestinienne à bâtir ses institutions et à renforcer ses services de sécurité». M. Lavrov a affirmé que Moscou maintenait ses contacts avec le mouvement islamiste Hamas au pouvoir à Ghaza, considéré comme une organisation terroriste par Israël et l'Occident.

«La Russie n'a pas cessé les contacts avec le Hamas et les événements ont prouvé que nous avons raison d'entretenir de tels rapports puisque plusieurs pays occidentaux reconnaissent désormais que boycotter le Hamas a été contreproductif», a-t-il dit.

«Le but de ces contacts est d'aider les Palestiniens à surmonter leurs divergences et de contribuer au succès de la réunion prévue le 22 février au Caire», a-t-il ajouté en allusion au dialogue de réconciliation entre M. Abbas et le Hamas qui a délogé son Autorité de Ghaza en juin 2007.

M. Lavrov s'était entretenu auparavant avec M. Netanyahu à Jérusalem et, avant lui, avec le Premier ministre israélien Ehud Olmert et le président Shimon Peres.